

N° CPPAP 1121S05878
Décembre 2018 - N° 71

Journal d'information édité par
l'Union Départementale des syndicats CGT de Loir & Cher

**Avec la CGT,
amplifier les luttes !**



BLOIS PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

EDITO

En ce mois de décembre, la lutte a commencé dès le samedi 1^{er} avec l'appel CGT, au départ à destination des privé-es d'emploi et des précaires, mais élargi à l'ensemble de la population pour dénoncer la vie chère et demander des augmentations massives des salaires, retraites et minima sociaux. En effet, comment ne pas entendre dans la révolte qui s'exprime aujourd'hui sur les ronds-points et bien plus largement désormais, l'écho des revendications que porte la CGT depuis des années déjà sur une autre répartition des richesses produites, sur une autre société qui répondrait aux besoins de toutes et tous plutôt qu'aux intérêts de quelques un-es ?

Ces personnes qui se mobilisent aujourd'hui, qualifiées de foule manipulée, inconsciente, violente, sont celles qui trop longtemps ont été méprisées et ignorées. « *Ceux qui ne sont rien* » font ainsi irruption dans la vie publique et politique, perturbant les rouages bien huilés du système ultralibéral.

Pour y faire face, renonçant temporairement au fameux dogme du 3 %, Macron a bien été obligé de faire quelques annonces pour tenter, sans véritable réussite, de faire rentrer les « Gilets Jaunes » dans leurs pénates. Mais peut-on vraiment y voir un recul ? Une « hausse » du SMIC qui n'est en fait que l'anticipation de la hausse de la prime d'activité qui devait se faire sur la durée du quinquennat. Et qui surtout ne sera pas de 100 € pour tout le monde. Un recul sur la hausse de 1,7 point de la CSG qui en fait ne touchera pas l'ensemble des retraites de moins de 2000 € puisqu'il sera assujéti au foyer fiscal de référence des couples. Mais aucun retour sur l'ISF... sur la TVA... sur le CICE... sur le point d'indice de la fonction publique ! En réalité, rien dans les annonces du président des riches qui ne touche le Capital ! Ce sont nos impôts qui vont encore faire les frais de ces mesurette. Et pour rester dans le dogme de la réduction du déficit et de la rigueur budgétaire c'est l'emploi public et le financement de sécurité sociale qui vont pâtir afin de trouver les budgets nécessaires.

Pour la CGT, il est impératif d'entendre la colère légitime qui s'exprime et de la transformer en blocage de l'économie dans l'ensemble des entreprises et des établissements, par l'élaboration de cahiers revendicatifs et la grève partout où cela est possible. Les résultats encourageants des élections professionnelles de la fonction publique doivent inciter à monter des syndicats et des sections syndicales CGT partout afin de renforcer, avec les salarié-es, le syndicalisme de lutte !

Christine Bariaud



SOMMAIRE :

- P.2** - Seule la lutte paie, avec les agent-es et la population !
- P.3** - Adresse du Comité Général
- P.4** - Déclaration CGT à la CPAM de Blois
- P.6** - En décembre, la CGT se mobilise en Loir et Cher !
- P.8** - Echo de la presse

SEULE LA LUTTE PAIE AVEC LES AGENT-ES ET LA POPULATION !

C'est dans une période de contestation sociale que se sont déroulées en décembre 2018 et en même temps les élections professionnelles dans les trois versants de la Fonction Publique, État, territoriale et hospitalière.

Les manifestations syndicales du 9 octobre, 1^{er} décembre et 14 décembre se sont succédées pour exiger l'augmentation des salaires et des minima sociaux pour répondre aux besoins les plus fondamentaux de la population.

Spontanément, la population s'est élevée contre les injustices sociales, contre la taxation des plus faibles qui payent pour les plus riches gavés de cadeaux fiscaux et sociaux. Parmi les revendications figurent des services publics de proximité garantissant un égal accès des territoires à la santé, à la protection sociale, au développement économique ou au respect des droits des salarié-es.

Face à la volonté du gouvernement MACRON de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires en 2022, les élections du 6 décembre dernier constituaient un enjeu essentiel pour les fonctionnaires et les usager-es des services publics. En effet, le vote CGT c'est la garantie de la défense des postes, des missions, du statut au service de la réponse aux besoins de la population.

Les rapports de force entre syndicats ne sont pas bouleversés et la CGT demeure sans conteste, malgré un recul de 1,3 point, la première organisation de la Fonction Publique avec 21,8 % des voix, 2,8 points devant la CFDT et 3,7 points devant FO.

Ce résultat est à mettre à l'actif des militantes et militants qui pendant des mois ont œuvré pour constituer partout des listes CGT et ont mené campagne dans les territoires au plus près des salarié-es pour gagner le vote CGT.

Même s'il est trop tôt pour tirer une analyse précise de ce scrutin et du bilan de la campagne, ces résultats permettent de pointer quelques éléments marquants, tels que la baisse continue de la participation, l'évolution du corps électoral et le score de la CGT qui marque une légère érosion au plan national.

Les résultats sont toutefois hétérogènes et on note des progressions sensibles de la CGT notamment au ministère du travail. De bons résultats qui se sont confirmés au plan local puisque la CGT est devenue la première organisation syndicale en région Centre Val De Loire dans les DIRECCTE confirmant ainsi ses résultats dans le Loir et Cher.

L'activité revendicative au soutien des agent-es, de leurs droits, de leur statut et de leurs missions de service public explique la confiance dans la CGT et sa progression dans la

santé notamment dans les centres hospitaliers de Vendôme et de Blois.

Les combats des camarades au sein de l'Hôpital de Vendôme pour le respect des agent-es et de leur dévouement au service des usager-es sont reconnus puisque la CGT a obtenu un score dépassant les 80 % de votant-es.

De même, l'activité militante des camarades de l'hôpital de Blois au plus près du travail réel et des besoins des agent-es et des patient-es fait la différence avec les organisations telles que la CFDT. Le caractère interprofessionnel de ce travail militant pour empêcher le démantèlement de la maternité à Blois par la suppression de lits a permis d'obtenir l'engagement de milliers d'usager-es au-delà de la seule CGT contre l'adoption du plan régional santé.

Ces luttes ont payé partout où la CGT était présente et en mouvement avec les salarié-es et les usager-es, sans concession ni accompagnement des reculs sociaux. La CGT a soutenu et organisé l'action des agent-es dans les établissements où le syndicat n'était pas présent et notamment dans les EPHAD tels que celui de Contres où les agent-es ont construit leur lutte et gagné face à leur direction et l'ARS.

Dans l'éducation nationale, le syndicalisme de lutte a été reconnu au niveau régional par des progressions importantes du vote CGT (+ 43 %) et l'obtention d'un poste d'élu chez les professeur-es certifiés, une première dans l'académie, malgré la répression syndicale qui s'est abattue sur notre camarade Marie Paule Savajol.

Dans la fonction publique territoriale, le scrutin des comités techniques place la CGT au deuxième rang derrière la CFDT avec 27,05 % mais progresse de 3,65 % par rapport à 2014.

Il s'agit de la plus forte progression parmi les organisations syndicales sur le département du Loir et Cher.

Dans les services où la CGT n'est pas présente, l'organisation d'un travail régulier de parrainage au plus près de spécificités des métiers doit permettre d'implanter la CGT.

Il faut noter qu'au sein de la communauté de communes Beauce Val de Loire, l'objectif inavoué des élu-es communaux de noyer la représentation CGT en fusionnant Mer dans la Communauté plus favorable à la CFDT a échoué. En effet, par leur engagement, les camarades ont gagné la bataille de la participation en constituant une liste supplémentaire au comité technique.

TROP DE TAXES, DE PROFITS, DE MISÈRE : AUGMENTER LES SALAIRES, RETRAITES ET MINIMA SOCIAUX

Adresse du Comité Général de l'Union Départementale de syndicats CGT de Loir & Cher du 22 novembre 2018, aux salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.

Depuis des années, le dogme de la réduction du soi-disant « coût du travail », l'arnaque de la compétitivité des entreprises se sont traduits par un blocage des salaires et des retraites, plongeant une large majorité de la population dans les pires difficultés pour accéder aux besoins les plus élémentaires, pour boucler les fins de mois face aux augmentations diverses et variées de l'alimentation, du logement, de l'habillement, etc.

Dans le même temps, le président des riches multiplie les mesures en faveur des premiers de cordée, du patronat et des fortuné-es.

- Suppression de l'ISF.
- Doublement du Crédit Impôt Compétitivité pour atteindre plus de 40 milliards d'euros.
- Plus de 200 milliards d'euros d'argent public versés sous formes d'aides et d'exonérations sociales et fiscales, diverses et variées à des entreprises qui continuent à licencier à tour de bras.

Et pourtant, ils n'ont jamais été aussi riches :

- La rémunération des patron-nes des entreprises du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an (plus de 280 années de SMIC) en augmentation de 14 % sur un an.
- Les dividendes versés en 2018 devraient atteindre 1358 milliards d'euros soit + 12 % par rapport à 2017.

Comme dans d'autres périodes de l'histoire de la France, c'est par le blocage de l'économie, l'occupation des usines, administrations et services, par les salarié-es en grève que nous contraindrons, toute et tous ensemble, le gouvernement et le patronat à répondre à nos revendications.

Oui la colère est légitime, cette situation que la CGT dénonce depuis des années ne peut plus durer. Les richesses créées par le travail n'ont jamais été aussi importantes pour satisfaire les revendications des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.

L'Union Départementale CGT de Loir & Cher appelle tous les salarié-es, actif-ves, retraité-es, privé-es d'emploi et leurs familles à s'organiser, à renforcer ou à créer leurs syndicats CGT, à se mobiliser et à entrer immédiatement dans la lutte pour :

- une véritable augmentation des salaires et des retraites,
- le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein,
- le renforcement de notre sécurité sociale pour une prise en charge à 100 %,
- le renforcement de nos services publics de proximité, de qualité, accessibles à toutes et à tous.

Blois le 22 novembre 2018



DÉCLARATION DES REPRÉSENTANT-ES CGT DES ASSURÉ-ES SOCIAUX AU CONSEIL DE LA CPAM DE BLOIS



Depuis plusieurs semaines, les manifestations syndicales du 9 octobre, 1^{er} décembre et 14 décembre se succèdent pour exiger l'augmentation des salaires et des minima sociaux pour répondre aux besoins les plus fondamentaux de la population.

Spontanément, la population s'est élevée contre les injustices sociales, contre la taxation des plus faibles qui payent pour les plus riches gavés de cadeaux fiscaux et sociaux. Pour se faire entendre, les salarié-es, chômeur-ses, retraité-es, parents, étudiant-es, lycéen-nes ont investi les ronds-points, leurs établissements, les entreprises ou la rue.

Les syndicats CGT, FO, SUD, CFTC et CFE-CGC appellent les personnels des organismes de sécurité sociale et en particulier ceux de la CPAM à la grève pour dénoncer les mensonges du gouvernement, la dégradation de leurs conditions de travail et du service public.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement nous annonce que la sécurité sociale est en excédent, les orientations de la COG 2018-2022 et du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2019 vont amplifier et accélérer la dégradation de la situation du personnel, comme des assuré-es sociaux dans tous les organismes de la sécurité sociale (12 000 suppressions de postes dont 8 000 dans l'assurance maladie).

La loi de Financement de la Sécurité Sociale est une menace pour toutes et tous, c'est la raison pour laquelle tous les conseils d'administration des caisses nationales ont émis un avis négatif à une large majorité contre le projet de loi PLFSS 2019 qui prévoit 3,8 milliards d'euros de moins pour se soigner. Il s'agit d'une première qui démontre la nécessité de répondre à la violence des attaques du gouvernement MACRON contre la sécurité sociale.

Pour le Loir et Cher, les budgets et orientations que vous soumettez aujourd'hui au vote du conseil s'inscrivent pleinement dans les orientations mortifères pour les assuré-es sociaux de la COG 2018-2022 et du PFLSS 2019 que nous dénonçons. C'est la raison pour laquelle nous voterons contre les budgets qui en découlent.

En effet, à titre d'exemple le budget d'action sanitaire et sociale est en constante réduction conformément au budget initial sur la COG 2018-2022. Il passe de 634 526 € en 2017 à 513 700 € en 2019 alors que les besoins des assuré-es sociaux sont grandissants et que la CPAM doit intégrer d'autres régimes.

Sans s'attarder sur la fumisterie que représentent le schéma directeur RH et la « responsabilité sociétale des organisations » qui visent à remettre en cause les droits des salarié-es et de leurs représentant-es, la volonté est de réduire l'absentéisme et non d'améliorer les conditions de travail des agent-es qui doivent faire plus avec moins de personnel.

Les départs en retraite ne seront pas intégralement remplacés, loin de là, puisque la CPAM de Loir et Cher continuera à perdre des postes et les dotations en « frais de personnel » sont en constante diminution de 2018 à 2022 (perte de 543 000 €).



Alors que les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es, les jeunes sont dans la rue, sur les ronds-points pour crier leur colère, leur précarité et leur misère, ...

Alors qu'ici en France des gens qui travaillent, qui ont travaillé pendant 40 ans, qui cherchent du travail, qui font des études tout en travaillant, ne savent pas s'ils pourront acheter un jouet à leurs enfants, un cadeau à leurs proches, s'ils pourront seulement se soigner aujourd'hui et encore moins demain...

Le président MACRON n'a pas dit un mot sur un meilleur accès aux soins par des moyens supplémentaires pour l'hôpital public de proximité, la mise en place de centres de santé avec des médecins salarié-es dans les quartiers et les territoires ruraux et un vrai 100 % sécu.

Le président de la République annonce des mesurètes qui ne répondent en rien à la situation dramatique vécue par plus de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, de 6 millions de chômeur-ses ou les 11 millions de salarié-es précaires.

De surcroît, ces mesures contribuent à saper le financement de la sécurité sociale par la cotisation et à réduire encore la couverture sociale et l'accès aux soins. C'est la poursuite du pillage de la SECU par l'État pour les patron-nes qui bénéficieront de l'aubaine d'une exonération supplémentaire de cotisations sur une prime de fin d'année à leur discrétion.

Depuis une vingtaine d'années, les exonérations de cotisations sociales se sont multipliées. Elles représentent aujourd'hui près de 30 milliards d'euros par an. Pour les salarié-es concernés, elles constituent une baisse de leur salaire socialisé.

Au niveau du Smic, il n'y a plus de cotisations de Sécurité sociale patronales, à l'exception d'une partie de la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles (ATMP).

La loi de financement de la Sécurité sociale acte la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales qui ne seront plus compensées par l'État (20 milliards et 21 milliards du CICE 2018), ce qui conduira à exonérer les cotisations patronales de Sécurité sociale, mais également les cotisations patronales au titre des retraites complémentaires et de l'assurance chômage. Au niveau du Smic, il n'y aura quasiment plus de

cotisations employeurs au titre de l'ensemble de la protection sociale !

La sécu est malade de l'austérité et des volontés politiques à l'origine notamment :

- ⇒ des sacrifices demandés aux assuré-es sociaux,
- ⇒ du strict encadrement des dépenses de santé par la restructuration néfaste des hôpitaux,
- ⇒ de la hausse du reste à charge des dépenses de santé pour les ménages,
- ⇒ du renoncement pour 36 % de la population à un ou plusieurs soins de santé.

Le financement de la sécurité sociale doit rester fondé sur le travail, sur les richesses créées par les salarié-es : « *De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins* ».

Il est urgent et vital de satisfaire les exigences suivantes pour que la sécu réponde aux besoins des assuré-es sociaux :

- ⇒ hausse des salaires,
- ⇒ hausse des cotisations patronales,
- ⇒ suppression des exonérations de cotisations sociales,
- ⇒ intégrer dans la sécurité sociale les risques liés à la dépendance et à la perte d'autonomie,
- ⇒ retour aux élections des administrateur-trices salariés par les salarié-es,
- ⇒ le « 100% sécu ».

Le 18 décembre 2018



EN DÉCEMBRE, LA CGT SE MOBILISE EN LOIR ET CHER !

Depuis le 17 novembre, des dizaines de milliers de personnes aux quatre coins du département comme dans tout le pays se mobilisent sous la bannière des gilets jaunes, à l'origine contre l'augmentation des taxes sur les carburants.

Dans ce contexte d'élargissement de l'expression du mécontentement en France, face aux politiques d'austérité conduites par Macron et son gouvernement, au seul profit d'une minorité incluant les plus grosses fortunes de notre pays et ceux qui gravitent autour et profitent de ce système capitaliste mondialisé, la CGT a continué à appeler les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es à se mobiliser tout au long du mois de décembre.

Plus largement, les gilets jaunes expriment leur ras-le-bol de cette politique régressive alors qu'ils et elles vivent, comme beaucoup de Français-es, dans les pires difficultés avec des salaires, des retraites et minima sociaux de misère, la galère de la précarité, du chômage dans une période où les prix explosent, le poids de la fiscalité et des taxes pesant de plus en plus sur les salarié-es et leur famille, les privé-es d'emploi, les retraité-es.

Depuis des années, le soi-disant coût élevé du travail en France a été utilisé pour justifier le blocage des salaires dans le secteur privé et la Fonction Publique, au nom de la sacrosainte compétitivité des entreprises. La dérèglementation du travail et sa précarisation organisée conduit des millions de travailleur-ses à ne plus pouvoir vivre des revenus issus de leur travail. Aujourd'hui, cette politique a pour conséquence l'appauvrissement de millions de Français-es qui le 5 du mois n'ont plus d'argent pour satisfaire leurs besoins élémentaires, une fois le loyer et quelques factures payées.

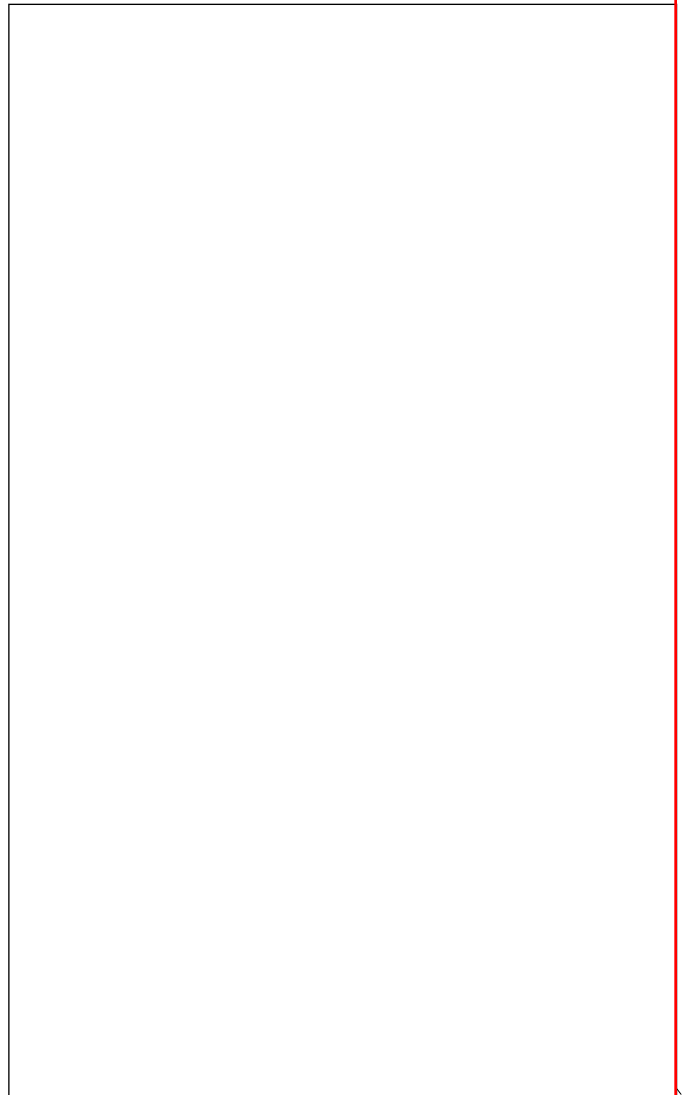
La colère des gilets jaunes exprime le mécontentement profond et justifié d'une plus large partie des Français-es qui se reconnaissent dans ce mouvement et le soutiennent.

Car, en même temps, Macron et son gouvernement multiplient les mesures favorables aux premier-es de cordées : suppression de l'ISF, doublement du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (pour atteindre 40 milliards d'euros), 200 milliards d'euros d'argent public versés au titre des aides fiscales et exonérations sociales à des entreprises qui licencient à tour de bras.

Et pourtant, ils n'ont jamais été aussi riches, qu'on parle

des salaires des grands patron-nes, du montant des dividendes versés aux actionnaires qui progressent encore en 2017 ou des plus grosses fortunes.

Le 10 décembre, les annonces du chef de l'État n'ont pas convaincu.



Avec froideur et mépris, Macron et son gouvernement vont poursuivre leur ouvrage en cette fin d'année et en 2019, avec la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, des retraites, la destruction des services publics et du statut des fonctionnaires, la mise en place des CSE issues des ordonnances Macron, qui va réduire considérablement le nombre de représentant-es des salarié-es dans les entreprises.

Oui, la colère est légitime et cette situation que la CGT dénonce depuis des années ne peut plus durer !

Le 1^{er} décembre, une centaine de personnes ont participé au barbecue revendicatif, place de la Résistance à Blois à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires contre la vie chère et pour de véritables augmentations de salaires, pensions de retraites et minima sociaux, la suppression de la taxe carbone, une fiscalité juste, tenant compte des revenus et le rétablissement de l'ISF, l'abrogation de la CSG et de la TVA, pour l'emploi stable et qualifié, la reconquête des services publics de proximité, la réindustrialisation du Loir-et-Cher et la relocalisation des productions, le renforcement de la protection sociale solidaire, ...

Le 14 décembre, on a dénombré 150 manifestant-es à Vendôme, 50 à Romorantin, une soixantaine de personnes présentes au barbecue revendicatif devant le MEDEF, rue de la Vallée Maillard à Blois, puis, 500 participant-es à la manifestation à Blois l'après-midi sur ces mêmes revendications.

Le 18 décembre, à l'appel seul de la CGT, 80 personnes ont manifesté lors du barbecue revendicatif devant la CPAM, à l'occasion de son Conseil d'Administration, qui votait ce jour-là le budget de la Sécurité Sociale. Alors que le financement par les cotisations sociales diminue au profit de l'impôt, remettant en cause notre modèle solidaire de Protection Sociale au profit d'un modèle individualiste assurantiel, les richesses produites par le travail n'ont jamais été aussi élevées pour permettre la satisfaction des revendications des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emplois et notamment une protection sociale digne de notre supposé haut niveau de civilisation.

La mobilisation lors de ces trois journées d'action n'a pas permis d'élever le rapport de force au niveau nécessaire pour gagner de nouvelles conquêtes sociales.

C'est le rassemblement de toutes et tous qui permettra de transformer la situation, comme dans d'autres périodes de l'histoire, par le blocage de l'économie, l'occupation des usines, administrations et services, pour imposer d'autres choix au patronat et au gouvernement, afin de se réappropriier les richesses pour élever les conditions de vie et de travail des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.





“ Des tournées en souffrance depuis la réorganisation ”

Six mois après les premières mises en place des tournées sacoches à La Poste, la CGT dresse un bilan. Des distributions ne seraient pas faites tous les jours.

On se demande bien ce que le groupe La Poste a voulu réaliser comme gain financier en instaurant des tournées sacoches préparées par des agents et prêtes à l'emploi pour les facteurs, lance Mireille Laseigne, secrétaire générale de la CGT FAPT 41. Ces tournées ont été mises en place, il y a quelques mois, sur Montoire/Vendôme, Romorantin/Mur-de-Sologne, Candé-sur-Beuvron/Contres et depuis le 15 octobre sur Noyers-sur-Cher et Selles-sur-Cher. « Ces changements s'accompagnent d'un allongement des tournées pour permettre aux facteurs d'accomplir d'autres services tels que " Veiller sur mes parents", mais sans moyens supplémentaires et avec un courrier distribué tardivement. »

La Poste révisé régulièrement ses organisations en Loir-et-Cher comme sur l'ensemble du territoire français afin de les adapter à la baisse constante des volumes de courrier (en moyenne de 6 % par an) et à l'augmentation du nombre de colis. Pour le syndicat, les organisations sont faites sur le fil du rasoir. *« Le groupe connaît des problèmes pour trouver des CDD, car La Poste n'attire plus. Les CDD qui sont recrutés sont envoyés au pied levé sur le terrain sans trop de formation, regrette la secrétaire générale de la CGT. C'est très compliqué une tournée, ça ne s'improvise pas. Et quand une tournée n'est pas faite un jour, il faut la rattraper le lendemain. »*

La direction de La Poste confirme qu'elle reste attentive à chaque situation délicate constatée ou qui pourrait lui être signalée afin de permettre à chacun et notamment aux facteurs d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions pour eux, comme pour leurs clients. L'activité s'est accentuée ces dernières semaines, à l'approche

des fêtes avec de plus en plus de colis à livrer. *« Il faut les avaler tous ces paquets. On se bat pour avoir du renfort, mais on n'en a pas partout ou alors on pique des rouleurs attribués à la distribution du courrier pour les mettre aux colis. On ne met que des pansements sur une jambe de bois. Il y a eu un manque d'anticipation sur l'embauche et sur la formation de CDD. »*

Sans parler des incivilités que subissent les facteurs avec des usagers mécontents de ne pas avoir leurs colis à temps. *« Les facteurs font leur maximum pour livrer les clients dans les délais. La Poste profite du professionnalisme des agents mais à quel prix ? Travailler dans de telles conditions génère du stress et de la souffrance. »*

Changements d'horaires dans des bureaux Pour 2019, le syndicat redoute la mise en place de nouvelles tournées sacoches sur Blois. *« Nous sommes très inquiets pour le personnel et pour la qualité de service rendue. Quant à des bureaux de poste, les horaires d'ouverture vont évoluer. Au lieu d'être ouverts toute la journée, des guichets de taille moyenne le seront sur des demi-journées. Et dans les gros bureaux de poste, ils seront ouverts plus longtemps, de façon à récupérer des clients le soir. Mais on n'y croit pas. »*

La direction assure que tout projet d'évolution d'une organisation, tant lors de son déploiement que de sa mise en œuvre, est systématiquement accompagné de différentes étapes de concertation, de suivis et d'ajustements avec et auprès des équipes, des facteurs et des partenaires sociaux.

La Nouvelle République du 22 décembre 2018